

Avis adopté

Séance plénière du 23 octobre 2024

Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)

CGT

La CGT salue les travaux des formations de travail, de la rapporteure et de l'administration de la commission économie et finances, la qualité de notre rapport annuel et la pertinence du thème choisi. Car au moment même où le CESE subit de nouvelles attaques menaçant son existence, il est avéré que le pays a bien besoin d'espaces démocratiques comme le nôtre !

De nombreux éléments du rapport tendent en effet vers un même constat : les Français souhaitent mieux se faire entendre et prendre part à la construction de solutions aux problèmes. Il paraît donc essentiel d'associer plus fortement les citoyennes et les citoyens aux décisions et aux débats qui y amènent, sans quoi leur défiance vis-à-vis des institutions et spécifiquement du monde politique ne cessera de croître. Contribuer à l'information et à la participation de chacune et chacun, éclairer les « décideurs », participer à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques sont des défis que notre Assemblée s'est engagée à relever avec conviction, au plus près des aspirations de la société civile organisée qu'elle représente.

Les problèmes de pouvoir d'achat et de logement, les inégalités croissantes corrélées à la dégradation des services publics et aux difficultés à y accéder, génèrent un sentiment d'exclusion et conduisent à un risque de dérive autoritaire préoccupant en alimentant le vote d'extrême droite.

N'en déplaise à ceux qui voudraient voir disparaître « la troisième chambre » que nous constituons, ces diagnostics sont ceux d'experts, de chercheurs. Ils rejoignent les résultats de notre sondage et il serait criminel pour notre démocratie de refuser de voir en face ces réalités.

7ème puissance économique mondiale, la société française est de plus en plus fracturée, de moins en moins inclusive, la pauvreté s'étend et, sous le prétexte d'une dette publique ingérable, le Gouvernement fait le choix de protéger les plus riches et de faire payer encore la population, en particulier les travailleurs avec ou sans emploi et les retraités, à travers son projet de loi de finance austéraitaine injuste. Les demandes de débat, de délibération, de participation et d'écoute s'expriment avec force dans toute la société.

Dans ce contexte, ne pas vouloir entendre les constats et les préconisations de l'Assemblée de la République qui représente la société civile organisée et agissante serait une erreur fatale pour ce qui reste de dialogue constructif en France. C'est malheureusement ce qui risque d'arriver en lui enlevant ses moyens de fonctionnement.

Ce n'est pas en cassant un thermomètre que l'on fait descendre la fièvre. Cet avis pose des constats très justes et puissants sur la situation de notre société, et ouvre des pistes d'actions.

La CGT le votera. Avec toutes celles et tous ceux qui porteront collectivement cette exigence, la CGT s'opposera fermement et publiquement à l'affaiblissement de notre démocratie que représente la remise en cause de notre institution.